

RÉSULTATS DE L'ENQUÊTE IMAGES SUR LES HOMMES ET L'ÉGALITÉ DES SEXES MENÉE DANS LA RÉGION DE RABAT-SALÉ-KÉNITRA

RÉSUMÉ EXECUTIF
FÉVRIER 2018



Auteurs

ENQUÊTE QUANTITATIVE

Bachir Hamdouch

Professeur à l'INSEA et à la Faculté de Droit et de sciences économiques de l'Université Mohamed V-Rabat, Président de l'AMI, Chef de l'équipe IMAGES Maroc.

Mohamed Mghari

Statisticien-démographe, Secrétaire général de l'AMI.

ENQUÊTE QUALITATIVE

Rajaa Nadifi

Professeur à l'Université Hassan II de Casablanca, Faculté des lettres et des sciences humaines Aïn Chock, Directrice du laboratoire Genre, Education, Littérature et Médias (GELM).

Gaëlle Gillot

Maître de conférences à l'Université de Paris 1 Panthéon-Sorbonne/IEDES, Laboratoire Développement et Société UMR 201 D&S IRD/Université de Paris 1, Associée au Laboratoire GELM.

Remerciements et avertissement

L'équipe de recherche tient à remercier vivement les organisations, organismes et administrations, notamment ONU Femmes, Promundo, le HCP, la Wilaya de Rabat et les autorités locales, SIDA et le Comité de consultation stratégique qui ont soutenu et facilité ce travail ou aidé à dépasser les nombreux obstacles qu'a rencontrés sa réalisation.

Elle remercie également les nombreuses personnes qui ont participé aux enquêtes, aux entretiens et aux focus groupes, à leur exploitation et analyse ou aidé d'une manière ou d'une autre à l'aboutissement de cette étude.

Les résultats, les analyses, les conclusions et les recommandations qui figurent dans cette étude sont ceux des auteurs et ne représentent pas nécessairement les opinions de quelque institution que ce soit, notamment des Nations Unies, d'ONU Femmes ou de leurs Etats membres.

Le rapport complet de l'enquête IMAGES Rabat-Salé Kénitra est disponible en ligne sur :

<https://imagesmena.org/en/download/>

<http://maghreb.unwomen.org/fr/ressources-medias/publications/2018/04/enquete-images>

Sommaire

Auteurs	2
Remerciements et avertissement	3
1. Introduction	6
1.1 Objectifs de l'enquête IMAGES Rabat-Salé-Kénitra	6
1.2 Justification de l'enquête	6
1.3 Méthodologie	6
1.4 Caractéristiques des répondant(e)s de l'enquête quantitative	7
2. Attitudes envers l'égalité des sexes	8
2.1 Dans les sphères publique et privée	8
2.2 L'égalité des sexes et la loi	9
3. Des masculinités et des féminités en mouvement	10
3.1 Qu'est-ce qu'être un homme aujourd'hui ?	10
3.2 Qu'est-ce qu'être une femme aujourd'hui ?	11
4. Relations de genre en dynamique	12
4.1 Mariage, divorce et libertés	12
4.2 Paternité et engagement	12
4.3 Violences faites aux femmes	12
Conclusions	14
Recommandations	15



1. Introduction

1.1 Objectifs de l'enquête IMAGES Rabat-Salé-Kénitra

L'étude IMAGES sur « les masculinités et l'égalité des sexes » menée en 2016 dans la région Rabat-Salé-Kénitra, s'inscrit dans le cadre du programme « Hommes et Femmes pour l'égalité des sexes », mis en œuvre par le Bureau régional d'ONU Femmes pour les Etats Arabes avec l'appui financier de l'Agence suédoise de coopération internationale au développement (SIDA). Cette étude, réalisée au même moment, en Egypte, au Liban et en Palestine, propose une lecture comparée de la vie des hommes - en tant que fils, maris et pères-, à la maison et au travail, dans la vie publique et privée, pour mieux comprendre comment ils perçoivent leur statut d'hommes et leurs attitudes et actions en faveur de l'égalité entre les sexes.

IMAGES Rabat-Salé-Kénitra a adopté un questionnaire sur les attitudes et les pratiques des hommes, ainsi que sur les opinions et les pratiques des femmes concernant les pratiques des hommes, sur un large éventail de sujets liés à l'égalité entre les sexes : la paternité, la prestation de soins et la garde des enfants, la prise de décision au sein du ménage, l'usage de la violence (physique, psychologique, économique et sexuelle) dans les relations de couple, la santé et l'utilisation des services de santé.

Les questions visaient également à évaluer les connaissances et les attitudes des hommes et des femmes, entre autres, en matière de lois et de politiques concernant l'égalité entre les sexes, l'emploi et les quotas politiques pour les femmes, l'autonomisation économique des femmes et la violence.

L'étude quantitative dans la région de Rabat-Salé-Kénitra est complétée par une enquête qualitative —discussions en groupes et entretiens individuels approfondis— qui a interrogé les attitudes et les pratiques en faveur de l'égalité des sexes, en particulier

dans la vie privée et la vie publique des individus. Il s'est agi également d'explorer les perceptions des relations de genre, les perceptions des hommes sur les masculinités et sur l'égalité des sexes afin d'identifier les facteurs déterminant les opinions égalitaires et les facteurs d'autonomie pour les femmes.

1.2 Justification de l'enquête

Au Maroc, alors que la situation des femmes est relativement bien étudiée, peu de recherches ont été menées sur les masculinités et les sexualités pour analyser et documenter les perceptions et les pratiques des hommes en matière d'égalité des sexes.

Les masculinités, concept développé et théorisé par la sociologie du genre et notamment par la sociologue australienne Raewyn Connell, renvoie à une typologie des masculinités (déclinée sous quatre formes¹) qui permet de penser et comprendre les rapports de pouvoir. La masculinité hégémonique (appelée aussi masculinité dominante), au centre de sa « théorie des rapports de genre », qui désigne « la configuration des pratiques des genres visant à assurer la perpétuation du patriarcat et la domination des hommes sur les femmes »², permet de rendre compte de la multiplicité des masculinités et des féminités, et de penser « le changement [qui] est une dialectique émergeant à l'intérieur même des rapports de genre »³.

1.3 Méthodologie

IMAGES Rabat-Salé-Kénitra comprend une partie quantitative (une enquête auprès des ménages) et une partie qualitative (des discussions en groupe et des entretiens approfondis).

L'enquête quantitative a été menée dans le cadre de la loi marocaine relative aux études statistiques qui impose le secret professionnel⁴. L'enquête quantitative, conduite de mai à juillet 2016 dans la région de Rabat-Salé-Kénitra, a collecté des données auprès de 1200 hommes et 1200 femmes âgés de 18 à 59 ans.

1 Les masculinités hégémoniques, subordonnées, complices et marginalisées.

2 Raewyn Connell, *Masculinités. Enjeux sociaux de l'hégémonie*, Paris, Editions Amsterdam, 2014.

3 Raewyn Connell, *Gender and power. Society, the Person and Sexual Politics*, Sydney, Allen & Unwin, 1987.

4 Décret royal n° 370.67.

Les unités d'observation sont constituées des ménages comportant au moins une personne âgée de 18 à 59 ans. L'enquête a porté sur un échantillon de 2889 ménages, représentatif de la grande région de Rabat-Salé-Kénitra. Cet échantillon est réparti sur 80 communes urbaines (grandes, moyennes et petites) et rurales appartenant aux provinces et préfectures de Rabat, Salé, Kénitra, Skhirate-Témara, Khémisset, Sidi Kacem et Sidi Slimane. La base de sondage retenue est issue du dernier recensement de la population et de l'habitat (RGPH) de 2014.

La collecte de données a utilisé le questionnaire spécialement conçu pour IMAGES MENA adapté au contexte marocain et en arabe marocain en deux versions, une pour les hommes et l'autre pour les femmes.

L'enquête qualitative a été réalisée dans la région de Rabat-Salé-Kénitra, à l'intérieur du périmètre de l'enquête quantitative IMAGES. Il s'agissait de rencontrer des hommes et des femmes de 18 à 59 ans, de différentes couches sociales, différentes situations géographiques (grande ville, moyenne/petite ville, et milieu rural) et différents niveaux d'éducation ainsi qu'aux statuts matrimoniaux variés. Elle s'est déroulée de mars à septembre 2016 en milieu urbain dans des quartiers populaires/moyens socio-économiquement (Yacoub El Mansour, Océan et Orangers à Rabat) ; une zone périurbaine de niveau socio-économique moyen à défavorisé à Khémisset ; à Sidi Allal El Bahraoui, une petite ville ; et en milieu rural, avec les entretiens collectifs réalisés à Douar Aït Kaddour, près d'Aït Yadine.

10 entretiens collectifs généraux (auxquels ont participé 119 personnes – 58 hommes et 61 femmes) et 27 entretiens approfondis (13 hommes et 14 femmes) ont été réalisés avec des personnes « plus égalitaires » que la moyenne des personnes de statut similaire afin de comprendre et de mettre des mots sur les pratiques égalitaires ou non, ainsi que leurs déterminants.

1.4 Caractéristiques des répondant(e)s de l'enquête quantitative

2403 ménages ont été interviewés avec succès, ce qui représente un taux de réponse de 95%. Parmi ces ménages interrogés, 1803 étaient dans les zones urbaines et 600 dans les zones rurales. Au total 1200 hommes ont été interviewés, 900 dans les zones urbaines et 300 dans les zones rurales ; 1200 femmes ont été interviewées dont 900 en milieu urbain et 300 en milieu rural.

Les femmes enquêtées sont légèrement plus jeunes que les hommes. Les hommes sont significativement plus éduqués et intègrent relativement plus le marché de l'emploi que les femmes. 12% des hommes n'ont aucun niveau d'éducation, contre 32% des femmes ; 61% des hommes ont atteint le niveau de l'enseignement secondaire ou supérieur, comparativement à 45% des femmes⁵. Les hommes sont en grande majorité des actifs actuellement occupés (79%) et seuls 6% sont des chômeurs, tandis que les femmes en grande majorité ne travaillent pas au moment de l'enquête en dehors du foyer (76%) et sont en majorité des femmes au foyer. Deux tiers des hommes (67%) déclarent être la principale source de revenu du ménage. Un peu plus de la moitié des femmes (54%) confirme le fait que leur mari est le principal soutien financier de la famille. Seulement 19% des femmes déclarent avoir contribué au revenu du ménage, soit en tant que principales sources (13%), soit en contribuant à parts égales avec leur mari (6%).

L'indice de richesse, calculé à partir des résultats de l'enquête, montre que les femmes enquêtées sont significativement plus pauvres que les hommes. Près des deux tiers des hommes (63%) et des femmes (66%) sont marié(e)s au moment de l'enquête. Un peu moins de la moitié des répondant(e)s ont le même niveau d'éducation que leurs conjoint(e)s.

⁵ Tous les chiffres figurant dans ce document sont, sauf indication expresse, tirés de l'enquête quantitative réalisée dans la région de Rabat-Salé-Kénitra

2. Attitudes envers l'égalité des sexes

Hommes et femmes ont fourni des opinions contradictoires au sujet des questions d'égalité entre les sexes.

2.1 Dans les sphères publique et privée

De manière générale, en matière d'équité des sexes, les hommes obtiennent un score plutôt faible, de 1,2 et les femmes un score plus élevé de 1,7 sur 3 de l'Echelle GEM, un indicateur synthétique des attitudes à l'égard de l'égalité de genre⁶. De plus, les caractéristiques sociodémographiques influencent peu l'indicateur à l'exception du niveau d'éducation. En effet, il est plus élevé pour les hommes et les femmes qui ont un niveau d'éducation supérieur, respectivement 1,6 et 1,9.

Les hommes ont une perception largement patriarcale des rôles au sein du ménage, un peu plus de 70% d'entre eux affirmant que la responsabilité la plus importante de la femme est de s'occuper de la maison et que l'homme devrait avoir le dernier mot dans les décisions du ménage.

Les hommes se considèrent comme responsables des femmes, plus de 75% d'entre eux estimant avoir un devoir de tutelle à leur égard. Près de 72% des hommes et 54% des femmes estiment que changer les couches des enfants, faire leur toilette et les nourrir devraient être de la responsabilité de la mère.

Plus de la moitié des femmes ne sont pas d'accord que les femmes doivent être avant tout des mères et des femmes au foyer, ou que les hommes doivent avoir le dernier mot dans les décisions. Près de la moitié d'entre elles rejette l'idée du devoir de tutelle des hommes, 80% affirment qu'une femme non mariée a, comme les hommes non mariés, le droit de vivre seule (contre 53% des hommes) et 89% (contre 77% des hommes) revendiquent la même liberté de naviguer sur internet que les hommes.

Les hommes ont une attitude équivoque vis-à-vis de l'autonomisation économique des femmes. 54% des hommes (confirmé par 53% des femmes) estiment que, pour les femmes, le mariage est plus important que la carrière professionnelle. Ceci se traduit logiquement par le fait que 73% des hommes et 71% des femmes pensent que lorsque les opportunités d'emploi sont rares, les hommes doivent pouvoir y accéder avant les femmes.

Chez les répondant.e.s non marié.e.s, 61% des hommes et 73% des femmes considèrent qu'il est important que la future conjointe travaille après le mariage. Ceci vient contredire l'idée selon laquelle le rôle le plus important pour une femme est de s'occuper de son foyer, affirmée au début de l'enquête, et confirmée par l'idée qu'il est plus important pour une femme de s'occuper de sa famille plutôt que de faire carrière.

Une fois au travail en revanche, la grande majorité des hommes (80%) et plus encore des femmes (93%) sont en faveur de l'égalité des salaires pour les femmes et les hommes occupant le même poste. 70% des hommes accepteraient de travailler sous la direction d'une femme (87% des femmes), alors que de 41% des hommes considèrent dans le même temps que les femmes sont trop émotives pour être dirigeantes (36% des femmes).

Par ailleurs, les femmes défendent davantage que les hommes la légitimité de leur rôle dans le monde du travail et la vie publique : deux tiers (67%) des hommes considèrent que davantage de femmes devraient occuper des postes de responsabilité politique contre neuf dixième (91%) des femmes. A qualifications égales, une femme peut faire un aussi bon travail que les hommes : 82% des hommes et 94% des femmes le pensent. 22% des femmes et 29% des hommes estiment tout de même qu'elles devraient laisser la politique aux hommes.

⁶ L'indicateur synthétique des attitudes des hommes et des femmes à l'égard de l'égalité de genre (GEM Scale, Gender Equitable Men Scale) : moyenne globale de dix variables. Cette échelle est un indice basé sur 10 items liés aux normes de genre. Sur une échelle où « 0 » représente un rejet total de l'égalité des sexes et où « 3 » correspond à une reconnaissance totale de l'égalité des sexes.

L'ambivalence dans les réponses trouve notamment son explication dans le fait que 31% des femmes et 35% des hommes estiment que les femmes qui participent à la vie politique ou qui ont des fonctions de dirigeante ne peuvent pas être aussi de bonnes mères et de bonnes épouses (ce dernier rôle étant le plus important pour une femme selon 72% des hommes et 49% des femmes).

2.2 L'égalité des sexes et la loi

Bien qu'elles soient faiblement connues, les lois en faveur des droits des femmes sont admises dans certains secteurs et pas d'autres, mais dans une représentation générale assez confuse.

Seulement 1/4 des hommes et 1/3 des femmes connaissent les dispositions de lois sur la violence à l'égard des femmes, le divorce, le mariage précoce, le quota pour la représentation politique des femmes au parlement, etc. Les dispositions légales en matière de droits des femmes les mieux connues sont celles relatives à la violence à l'égard des femmes (21% des hommes et 28% des femmes les connaissent) et celles du droit des femmes au divorce/la garde et visite des enfants (12% des hommes et 14% des femmes).

La majorité des répondants, plus les femmes que les hommes (respectivement 87% et 56%), s'accorde à affirmer que davantage de travail et d'efforts devraient être faits pour promouvoir l'égalité entre les hommes et les femmes. Mais, la moitié des répondants, hommes et femmes (respectivement 50% et 48%) pense que l'idée de l'égalité entre les sexes ne fait pas partie des "traditions et de la culture marocaine".

Quatre hommes sur dix -contre moitié moins de femmes- pensent qu'accorder plus de droits aux femmes signifie que les hommes en perdent. D'autre part, presque les trois cinquièmes des hommes (58%) et la moitié des femmes (49%) croient que l'égalité entre les sexes a déjà été atteinte dans la société marocaine.

Aux questions sur les réformes de lois, 48% des hommes et 71% des femmes répondent qu'ils/elles seraient favorables à la pénalisation du viol conjugal, 91% des hommes et 97% des femmes sont pour la pénalisation du harcèlement sexuel dans les lieux publics, 95% des hommes et 97% des femmes sont pour l'interdiction de l'emploi des mineures en tant que travailleuses domestiques (« les petites bonnes ») et 98% des hommes et 97% des femmes sont pour assurer aux travailleurs domestiques la protection sociale et une rémunération plus juste. Une réforme permettant une demande d'avortement dans des conditions sûres est soutenue par 27% des hommes et 48% des femmes. La question de l'héritage aussi est très discriminée par sexe puisque 33% des femmes seraient favorables à une réforme de l'héritage vers l'égalité entre homme et femmes alors que seuls 5% des hommes soutiendraient une telle réforme. La dépénalisation des rapports sexuels hors mariage n'est, par contre, pas du tout à l'ordre du jour puisque seuls 5% des hommes et 7% des femmes y seraient favorables.

3. Des masculinités et des féminités en mouvement

Les identités des hommes et des femmes sont en cours de reconfiguration notamment en raison de l'affirmation dans la société de l'idée d'une femme active et responsable.

3.1 Qu'est-ce qu'être un homme aujourd'hui ?

Les hommes et les femmes perçoivent une modification d'un modèle de masculinité vu comme unique, ce qui remet en cause les rôles sociaux de genre.

Quel que soit le milieu ou l'âge, les hommes définissent les hommes par comparaison avec le passé. Ils se représentent la masculinité « d'avant » comme une domination totale des hommes sur les femmes, parce que l'homme était pourvoyeur de ressources, ce qui lui conférait des droits sur la famille – et sa femme en particulier.

Ce modèle du patriarche tout puissant semble pour les participants à l'enquête plutôt appartenir au passé et les discussions s'accordent sur le fait qu'aujourd'hui les hommes et les femmes endossent de nouveaux rôles en raison du fait qu'une (petite) partie des femmes a accédé au marché du travail (26%), mais aussi et surtout parce que l'imaginaire sur le travail des femmes a changé. La modification de ce qui caractérise historiquement le féminin en termes de représentations, symboles valeurs et stéréotypes, modifie et perturbe les caractéristiques et la construction générale du masculin.

Un des aspects les plus importants aux yeux des personnes rencontrées est que si les hommes ne sont plus des hommes, c'est parce qu'ils ont en partie perdu les valeurs de la domination qui les caractérisaient. C'est ce que révèle cet échange entre trois participants (hommes, trentaine d'années) du focus group de Sidi Allal El Bahraoui : « *Autrefois c'est lui qui gouvernait, qui subvenait au besoin de sa famille et commandait au sein de sa maison. Maintenant il ne commande plus.* » (...) « *Je pense que c'est ce manque de virilité qui a fait de l'homme d'aujourd'hui un homme différent de celui d'autrefois !* », « *car la personnalité de l'homme actuel est devenue faible... c'est pour cela qu'il manque de virilité* ».

Les hommes constatent l'évolution des relations entre les hommes et les femmes et tendent souvent à en conclure que : « *les hommes ne sont plus des hommes* ». Ainsi, les hommes se représentent les femmes comme des femmes qui « *imposent leur volonté et n'en font qu'à leur tête* » (homme, la quarantaine, Yacoub el Mansour, Rabat) jusqu'à être en mesure d'occuper des postes de responsabilité. Or ceci heurte la définition sociale d'un homme qui a le devoir d'être le tuteur des femmes de sa famille (77% des hommes et 56% des femmes sont d'accord).

Les hommes, lors des entretiens collectifs, n'ont pas systématiquement eu la tentation de définir l'identité masculine par la virilité. La masculinité, synonyme d'autorité et de pouvoir et qui ne se réalise que dans le mariage et la virilité, n'est mentionnée que lorsque le participant fait allusion à la réduction de son pouvoir, de son autorité (71% des hommes - et 47% des femmes pensent qu'un homme doit avoir le dernier mot dans les décisions du ménage).

La masculinité n'est pas liée au fait de se marier et d'avoir des enfants puisque seuls 9% des hommes et 8% des femmes considèrent qu'un homme qui ne se marie pas n'est pas un homme et 6% des hommes pensent qu'un homme qui ne peut pas avoir d'enfant n'est pas un vrai homme (et 7% des femmes).

Les entretiens qualitatifs permettent de voir qu'un des modèles de la masculinité se définit davantage dans des caractéristiques non mesurées par l'enquête quantitative de droiture d'esprit. Ainsi pour être un « vrai » homme, il s'agit essentiellement de montrer des valeurs morales. Être un homme « *c'est être un exemple pour les autres à travers ton comportement, tes principes, tes idées et ton travail* » (homme, 40 ans, Douar Aït Kaddour, chauffeur de taxi et président d'association).

Malgré tout, illustrant l'ambiguïté des relations dans les couples, les entretiens qualitatifs montrent à quel point les attentes des hommes et des femmes ne sont pas réalisées et qu'un autre modèle d'homme est envisagé. Ainsi, les femmes souhaiteraient que leur mari soit plus gentil, plus affectueux, plus respectueux et les hommes aussi sont en demande d'affection

dans le couple, tout en affirmant l'un et l'autre que pour être un homme il faut être dur (62% des hommes et 57% des femmes).

Enfin, un troisième modèle montre des hommes qui se posent davantage de questions. Ils se définissent d'abord par ce qu'ils ne sont plus ou ne veulent plus être comme cet ingénieur de Rabat de 32 ans :

« L'homme marocain est tout, il fait tout. Tout ça c'est du n'importe quoi. Femmes et hommes vivent leur vie. Ce n'est pas à l'homme d'imposer son autorité ».

Par ailleurs, les femmes considèrent que les hommes ne sont pas/plus responsables comme ils le devraient :

« L'homme devrait être celui qui travaille et protège, en réalité, il est comme un enfant dont il faut s'occuper et non comme un partenaire » (femme 40 ans, militante pour une ONG, Sidi Allal El Bahraoui).

Ainsi, les masculinités « d'avant » telles que définies dans le sens commun ne sont plus valables mais en même temps une nouvelle définition n'a été ni trouvée ni validée et chacun cherche sa place, les définitions sont multiples et remises en question.

3.2 Qu'est-ce qu'être une femme aujourd'hui ?

L'identité des femmes est également en mutation malgré les résistances des hommes et des femmes.

Dans les entretiens collectifs, les femmes assurent que les femmes d'« avant » étaient faibles et dépendantes, qu'elles avaient peur de leur mari et que leur rôle était de mettre des enfants au monde tout en s'occupant de leur maison. Cette définition se trouve opposée par les femmes rencontrées à des caractéristiques qu'elles désignent comme « nouvelles ». Les femmes sont reconnues par les hommes et par les femmes largement capables de vivre sans les hommes.

Reconnaissant que les caractéristiques attribuées aux femmes sont l'effet d'une éducation plus que d'une donnée naturelle, des hommes lors des entretiens collectifs affirment que « la femme a pris tous les chemins maintenant ; elle a pris ses droits avec ses propres mains ; on ne peut plus lui imposer des choses ». Certaines femmes sont même soupçonnées d'être

devenues égoïstes là où elles se sacrifiaient pour leur famille auparavant. Ainsi à Khémisset a-t-on entendu que : « La femme moderne ne pense qu'à son propre intérêt. Elle n'accomplit plus les tâches à la maison. Du coup elle a beaucoup d'exigences ».

Les femmes ont le sentiment d'exercer de plus en plus de responsabilités, sont reconnues par les hommes comme pouvant exercer toutes sortes de métiers relevant auparavant des domaines plutôt masculins (police, armée, justice, etc.), mais pour autant, la répartition des tâches domestiques n'est pas remise en cause dans les faits même s'il est théoriquement mieux accepté que les hommes y participent.

Les femmes continuent à exercer la quasi-totalité des tâches domestiques qui sont toujours vues comme relevant de leur rôle social. Si elles l'acceptent majoritairement (près de 90% des hommes et des femmes sont très satisfait(e)s ou satisfait(e)s de cette division du travail), elles considèrent qu'elles doivent au moins obtenir de la reconnaissance pour ces tâches. Pour ces femmes, il existe un grand écart entre les acquis législatifs, leur réalité quotidienne et leur autodéfinition.

Hommes et femmes, tous ont connu dans leur enfance des rôles très différenciés entre les sexes. Ainsi, les hommes étaient investis surtout dans « faire les courses » (88% des hommes et 85% des femmes ont vu leur père le faire durant leur enfance). Les filles participaient pour 90% d'entre elles aux tâches ménagères durant leur enfance. Aujourd'hui, les tâches les plus communément effectuées par les hommes sont de jouer avec l'enfant ou avoir différentes activités de loisirs (59% contre 43% pour les femmes), amener l'enfant à l'école ou à la garderie et l'y chercher et réprimander l'enfant ou le discipliner verbalement.

Les représentations ont évolué et l'assignation « naturelle » des rôles n'est plus très claire et brouille les identités. Lors d'une discussion, l'une des femmes s'est définie à partir d'une caractéristique masculine qui remet en cause son « statut social de femme » : « Être un homme, c'est être responsable. Et comme je suis responsable de tout, je sens que je suis un homme ». (femme, la quarantaine, Sidi Allal El Bahraoui).

4. Relations de genre en dynamique

L'évolution en cours des identités entraîne des représentations instables des rôles de chacun et les relations de genre se dessinent dans des affirmations contradictoires qui rendent les dynamiques compliquées, déséquilibrées et sources de malentendus et de résistances.

4.1 Mariage, divorce et libertés

Alors que 51% des hommes interrogés ont pu décider avec qui et comment ils souhaitaient se marier, les femmes sont moins nombreuses à avoir bénéficié d'une telle liberté (16%) et près d'un tiers d'entre elles indiquent que la décision finale était revenue à d'autres membres de la famille (31%).

Bien que le divorce soit considéré comme menant à l'effondrement de la société (95% des hommes et 87% des femmes), plus de la moitié des hommes (52%) et neuf femmes sur dix (90%) pensent que la femme doit avoir le droit de mettre fin au mariage par le divorce. Ceci révèle la différence de perception de l'autonomie des hommes et des femmes, les femmes considérant qu'en divorçant, elles pourront assumer, alors que les hommes y voient une faille sociale.

La domination des hommes sur les femmes s'exerce sur la liberté de mouvement des femmes et d'autres libertés personnelles. Ainsi les neuf dixièmes des hommes (91%) confirmé par huit dixièmes des femmes (79%), souhaitent savoir à tout moment où se trouve leur épouse. Et sept hommes sur dix (69%), contre 45% des femmes, déclarent décider quand leur femme peut sortir de la maison. Pourtant, et ceci est contradictoire, les femmes ont déclaré dans le même temps jouir d'une plus grande autonomie, environ deux tiers ou plus d'entre elles indiquant que la décision d'aller rendre visite à leurs amis et à leur famille ou de trouver un emploi leur revient ou qu'elle est prise conjointement avec leur mari.

Près de neuf hommes sur dix (88%), confirmé par deux tiers (66%) des femmes, disent ne pas laisser leur femme porter "certains" vêtements.

4.2 Paternité et engagement

Les hommes et les femmes déclarent une implication différente des pères dans l'accueil du plus jeune enfant⁷.

Les hommes se déclarent assez investis dans l'accueil de leur jeune enfant, plus que ce dont les femmes se souviennent : par exemple ils affirment soutenir leur femme pendant la grossesse en déclarant avoir assisté à au moins une visite anténatale (77,8%) alors que seules 47 % des femmes déclarent la présence de leur mari.

De même, 38% des hommes déclarent avoir pris un congé au cours des 6 premiers mois après la naissance du plus jeune enfant pour aider et prendre soin de lui quand 28,3% des femmes confirment la même chose. Mais presque tous, hommes et femmes à plus de 80%, sont en faveur d'un congé de paternité payé d'une moyenne de deux semaines.

Au quotidien, et conformément à leur enfance, les hommes considèrent à 75% que changer des couches, baigner et nourrir les enfants relèvent de la responsabilité des femmes (partagé par 54% des femmes), alors que 41% des hommes déclarent avoir nourri ou s'être occupés de leurs enfants au quotidien et 59% disent avoir joué avec eux.

4.3 Violences faites aux femmes

Le recours à la violence par les hommes contre les femmes est très répandu, à la fois dans les ménages et dans les espaces publics.

38% des hommes (contre 20% des femmes) interrogés pensent que les femmes méritent parfois d'être battues et plus de 6 hommes sur 10 (62%) et près de 5 femmes sur 10 (46%) sont d'accord ou tout à fait d'accord avec la déclaration selon laquelle « une femme devrait tolérer la violence pour maintenir sa famille unie ».

⁷ L'expérience avec le plus jeune enfant a été privilégiée dans l'enquête afin de diminuer au maximum le laps de temps entre le vécu et le souvenir de ce vécu.

La violence psychologique est de loin la plus courante (51% des hommes disent l'avoir perpétrée et 61% des femmes l'avoir subie au cours de leur vie) suivie de la violence économique et de la violence physique.

Les attitudes vis-à-vis de la violence forment un système logique avec l'idée qu'un homme doit être « dur » et doit avoir le dernier mot dans les décisions familiales. On peut y ajouter dans une moindre mesure le fait qu'à environ 40% les hommes et 38% des femmes affirment que si le mari soutient financièrement sa famille, sa femme est obligée d'avoir des rapports sexuels avec lui quand il le souhaite.

Les violences sexuelles dans l'espace public sont couramment pratiquées par les hommes, et plus fréquemment dans les milieux urbains : 63% des femmes interrogées ont été confrontées à des actes de harcèlement sexuel – principalement des regards lorgnants, des commentaires sexuels et des traques

et 53% des hommes ont reconnu avoir déjà harcelé sexuellement une femme ou une fille (dont 35% au cours des trois derniers mois). Près de 60% de ceux qui ont indiqué avoir commis un acte de violence sexuelle à l'encontre d'une femme ou d'une fille dans les espaces publics ont affirmé qu'ils l'avaient fait pour s'amuser ou pour le plaisir. En outre plus de 60% des hommes interrogés ont soutenu que la tenue vestimentaire jugée par eux « provocatrice » d'une femme, ainsi que sa présence dans un lieu public pendant la nuit ont constitué des raisons légitimes de violence sexuelle.

Près des quatre cinquièmes (78%) des femmes ont attribué la responsabilité du harcèlement aux femmes elles-mêmes qui, pour l'essentiel, auraient incité d'une façon ou d'une autre les hommes à commettre de tels actes. Dans le même temps, 42% des femmes ont déclaré qu'une femme apprécie de telles « attentions », contre plus de 70% des hommes interrogés.



Conclusions

En résumé, l'étude donne une image de société en proie à des dynamiques contradictoires, de stagnation/régression et de progrès.

Tout se passe comme si, dans la définition que femmes et hommes donnent à « être homme » et « être femme », on assistait à une véritable autonomisation des femmes dans toutes les situations sociales mais que pour différentes raisons, ni les hommes ni les femmes ne sont encore en capacité d'assumer cette nouvelle donne ni de se positionner de façon claire. En même temps, un mouvement de fond est en marche dans lequel, au-delà des structures sociales et institutionnelles, les hommes et les femmes produisent leur individualité et leurs relations grâce à des pratiques de libertés qui ne sont pas encore admises mais témoignent d'un changement en profondeur des modèles.

L'étude permet également de constater que face à une perte de repères sociaux et à la redéfinition des rôles des hommes et des femmes et de leur représentation, la religion apparaît comme un repère rassurant et est exploitée, dans certaines circonstances, pour s'adapter à la réalité sociale.

Le modèle patriarcal sur lequel étaient fondées toutes les relations sociales est en train de se fissurer et cela se traduit en particulier par une crise de la masculinité ou en tout cas par une évolution de cette masculinité. A l'origine de cette évolution se trouve un changement du référentiel de l'identité des femmes. Moins légitimes dans leur rôle de pourvoyeurs de ressources, les hommes n'arrivent plus à imposer leurs conditions et semblent être en quête d'un nouveau statut social, disputé par l'entrée des femmes sur le marché du travail (plus affirmée dans les représentations sociales que dans la réalité statistique). L'autonomisation et l'individualisation semblent être des processus particulièrement puissants qui modifient l'ensemble des relations de genre et entraînent dans leur sillage

des tentatives à la fois de changement de paradigme mais également des formes de résistance.

Les rôles respectifs des hommes et les femmes dictés par un ordre social qui structure les inégalités entre les sexes dans tous les espaces sociaux sont remis en cause, transformés notamment par des facteurs socioculturels et économiques. Même si les hommes ont une position ambivalente en ce qui concerne le travail des femmes, leur participation à des postes de responsabilités ou d'élu, ils y sont plutôt favorables à condition que cela ne gêne pas les femmes pour être de "bonnes épouses et mères".

Si une forme de changement apparaît, il semble bien que la nouvelle identité des femmes et des hommes ne soit pas assumée vis-à-vis de la société. Ces changements qui affectent l'attribution des rôles dans les familles engendrent des déséquilibres et des résistances, entraînent la peur et une pression sociale très forte sur les hommes comme sur les femmes, bien que cette pression sociale ne soit pas du même ordre. Le modèle traditionnel continue de prévaloir et le système patriarcal demeure bien ancré dans les modèles identitaires et sociaux des hommes et des femmes malgré des revendications, plus marquées chez les femmes que chez les hommes, de changement dans les faits et d'égalité.

Cependant, les transformations institutionnelles avec la promulgation de lois vécues comme plutôt favorables aux femmes, les aspirations de ces dernières à être reconnues pour un travail jusque-là et encore souvent invisible (notamment le travail ménager qu'elles assument en grande majorité et le travail informel source de revenu) favorisent les transformations sociales. Les femmes tendent à s'affirmer dans tous les domaines de la société et les identités respectives des hommes et des femmes s'en trouvent modifiées.

Recommandations

1. MOBILISER LES PRINCIPAUX FACTEURS D'INFLUENCE SOCIALE POUR CHANGER LES NORMES SOCIALES QUI MAINTIENNENT LES MASCULINITÉS COMME SOURCE D'INÉGALITÉS

Appuyer les institutions gouvernementales dans l'harmonisation des législations nationales avec les engagements internationaux du Maroc et la mise en œuvre de politiques publiques sensibles au genre.

71,5% des hommes et 48,7% des femmes interrogés dans le cadre de l'enquête IMAGES Rabat-Salé-Kénitra considèrent que le rôle le plus important d'une femme est de s'occuper de la maison et de cuisiner pour la famille. Pour changer ces attitudes qui soutiennent la division traditionnelle des rôles entre les sexes, par laquelle les hommes subviennent financièrement aux besoins de la famille et les femmes s'occupent du foyer, il est nécessaire en plus du travail sur les individus -aussi bien les hommes que les femmes-, d'engager les institutions publiques, politiques, religieuses, les médias et le secteur privé. Il s'agit en particulier de :

- Inciter les médias nouveaux et traditionnels à lutter contre les stéréotypes et remettre en cause les rôles conventionnels des hommes, notamment en diffusant des figures positives d'hommes investis dans leur rôle de père et d'époux partageant le poids du quotidien avec leur femme. En effet, les résultats de l'enquête montrent que 34% des hommes ne veulent pas effectuer les tâches domestiques car cela serait perçu comme « honteux » alors que de nombreuses femmes ont confié regretter en partie l'ancien modèle, car désormais à la responsabilité des tâches domestiques et éducatives, s'ajoute pour elles la responsabilité de subvenir aux besoins du ménage.
- Identifier et assurer une large diffusion des productions littéraires et artistiques qui incluent des messages en faveur de l'égalité des sexes

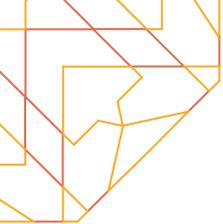
et des masculinités positives et s'associer aux producteurs artistiques pour développer un contenu médiatique porteur de valeurs égalitaires.

- S'associer aux médias pour mettre davantage en valeur les expériences de femmes ayant eu des parcours réussis dans des domaines traditionnellement perçus comme masculins, y compris dans la politique. En effet, 42% des hommes enquêtés pensent que les femmes sont trop émotives pour occuper des postes décisionnels.
- Mobiliser les leaders religieux pour promouvoir un discours progressiste qui remet en cause les stéréotypes sexistes notamment à travers la réinterprétation de concepts tels que la qiwamah (autorité), en faisant appel à d'autres valeurs et éthiques soutenant des attitudes égalitaires.
- Sensibiliser les institutions religieuses marocaines et les centres de formation des imams et des morchidates à l'égalité entre les sexes et aux droits humains des femmes.

2. INVITER LES HOMMES À SOUTENIR DES POLITIQUES EN FAVEUR DES DROITS HUMAINS DES FEMMES

56% des hommes interrogés ont souligné la nécessité d'intensifier les efforts afin de promouvoir l'égalité entre les sexes. De ce fait, il est important d'associer davantage les hommes en tant qu'alliés et acteurs de changement et œuvrer à :

- Favoriser des débats publics dans le but d'informer et de sensibiliser les hommes et les femmes aux lois existantes et réformes législatives en cours afin de les amener à comprendre pourquoi de tels changements sont nécessaires et à percevoir les avantages qu'ils/elles pourraient en tirer.
- Identifier et mobiliser les hommes d'influence dans la société marocaine, en tant qu'alliés dans



les efforts de promotion de l'autonomisation des femmes. Ces hommes pourraient notamment être impliqués dans la mise en œuvre et l'organisation de campagnes s'inspirant de la campagne HeForShe d'ONU Femmes.

- Renforcer les capacités des intervenants en matière d'application des lois en vue de les encourager à mettre en vigueur les dispositions législatives assurant l'effectivité des droits humains pour les femmes. Ces programmes pourraient particulièrement cibler la police, les juges, les avocats.
- Encourager les hommes, notamment ceux opérant dans le secteur privé, la police, la justice et l'armée, à appuyer les efforts soutenant l'accès des femmes à des postes de décisions ainsi qu'aux professions traditionnellement exercées par des hommes. En effet, plus de 70 % des hommes interrogés soutiennent la participation des femmes à des postes de leadership public dans différents domaines.

3. PROMOUVOIR UNE EDUCATION EGALITAIRE ET NON VIOLENTE DANS LA FAMILLE ET LE SYSTEME SCOLAIRE

L'éducation à l'école ainsi que celle dans la famille a un rôle clé dans le façonnement des attitudes et perceptions des enfants sur les rôles des hommes et des femmes dans la société et influe sur leur comportement à l'âge adulte. L'étude IMAGES a par exemple révélé que les hommes qui, au cours de leur enfance, avaient un père attentionné et impliqué dans les tâches ménagères, ou qui étaient eux-mêmes impliqués dans ces tâches de manière égale à leur sœur, ont davantage tendance à reproduire ces comportements égalitaires à l'âge adulte. Aussi, il est recommandé d'œuvrer à :

- Eliminer les stéréotypes sexistes concernant

les rôles sociaux, politiques et économiques des hommes et des femmes dans les manuels scolaires, et élaborer des programmes éducatifs en faveur de la culture de l'égalité.

- Former les enseignant-e-s et d'autres membres du personnel scolaire à ne pas transmettre de stéréotypes sexistes dans leurs discours et comportements et prôner une culture égalitaire.
- Lancer dans les établissements scolaires des campagnes et des initiatives pour sensibiliser les garçons et les filles dès le plus jeune âge au partage des tâches ménagères et de dispense de soins.
- S'appuyer sur des programmes de formation parentale fondés sur des éléments concrets et déjà en place, dans la région et à l'échelle mondiale, pour encourager et soutenir les parents – tant les mères que les pères – à élever leurs enfants de manière égalitaire, quel que soit leur sexe, à éduquer leurs enfants sans recourir à la violence et à plaider en faveur de lois qui interdisent toutes les formes de violence à l'égard des enfants.

4. DONNER AUX JEUNES LES MOYENS DE DEVENIR DES AGENTS DU CHANGEMENT EN FAVEUR DE L'ÉGALITÉ DES SEXES

Alors qu'on pouvait espérer des attitudes plus favorables à l'égalité des sexes auprès des jeunes, l'échelle GEM utilisée dans le cadre de cette enquête pour évaluer les attitudes des hommes et des femmes à l'égard de l'égalité de genre, a révélé que les points de vue des hommes varient relativement peu selon l'âge (1,3 pour 18-24 ans et 1,2 pour les 50-59 ans). Les femmes plus jeunes obtiennent quant à elles un score légèrement plus élevé que leurs homologues plus âgées (1,8 contre 1,7). Aussi, pour impliquer davantage les jeunes en tant qu'agents de changement en faveur de l'égalité des sexes, les mesures suivantes sont à

considérer :

- Intégrer dans le cursus scolaire et universitaire des modules visant à renforcer les connaissances des jeunes sur l'égalité entre les sexes, les incitant ainsi à porter un regard critique sur les normes sociales favorisant les pratiques inégalitaires en matière de genre.
- Travailler en collaboration avec les associations et réseaux de jeunes au Maroc notamment les clubs de droits humains et de citoyenneté, implantés dans différents établissements scolaires (collèges, lycées, facultés), afin de créer des espaces de débats ouverts sur les questions de l'égalité des sexes et les mobiliser en faveur de cette cause. Cela pourrait se faire en lien avec les campagnes menées par ONU Femmes, telle que HeForShe.
- Utiliser des programmes axés sur des domaines d'intérêt pour les jeunes ou suscitant leur intérêt et curiosité tels que le sport, l'art, les technologies de l'information etc. pour promouvoir l'égalité des sexes et intégrer des formations sensibles à la dimension de genre dans leurs activités.
- Identifier et collaborer avec des jeunes leaders d'opinion, notamment les blogueurs, vlogueurs et artistes influents et populaires auprès des jeunes afin de les engager comme alliés de la promotion de l'égalité hommes-femmes en diffusant des messages en faveur de l'égalité et de l'autonomisation des femmes.

5. BRISER LE CYCLE DE LA VIOLENCE A L'EGARD DES FEMMES PAR LA MISE EN ŒUVRE ET L'INTENSIFICATION DE MESURES DE PRÉVENTION FONDEES SUR DES DONNEES PROBANTES

Les données de l'enquête IMAGES sur la violence à l'encontre des femmes et des filles, aussi bien dans l'espace privé que public ainsi que la normalisation de ces pratiques par la société sont préoccupantes.

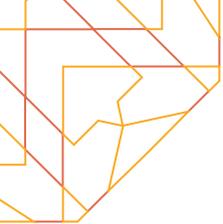
En effet, 38,2% des hommes interrogés pensent que les femmes méritent parfois d'être battues, et 62,2% affirment que les femmes doivent accepter un tel traitement afin de maintenir la famille unie. De plus en plus d'éléments factuels démontrent l'efficacité de certains programmes de prévention primaire de la violence fondée sur le genre, qui devraient être adaptés et testés⁸. Ces programmes incluent des mesures visant notamment à :

- Intensifier les mesures de prévention communautaires en vue d'éradiquer les normes encourageant la violence et inviter les dirigeants communautaires à prévenir la violence à l'égard des femmes et à responsabiliser les hommes qui recourent à cette violence.
- Apporter un appui psychosocial – et d'autres formes de soutien – aux enfants et aux jeunes qui sont témoins d'actes de violence au sein de leur famille.
- Mettre en œuvre des programmes de cartographie participative au niveau local et d'implication des hommes témoins d'actes de violence pour dénoncer le harcèlement sexuel dans les espaces publics, et développer davantage de programmes visant à rendre les villes sûres pour les femmes et les filles.
- Mettre en œuvre et intensifier des programmes de prévention de la violence fondée sur le genre pour les jeunes hommes et femmes, les employeurs et les enseignants dans les écoles et sur les lieux de travail.

6. PROMOUVOIR LA PRESTATION DE SOINS PAR LES HOMMES AINSI QUE LA PLEINE PARTICIPATION DES FEMMES AU MARCHE DU TRAVAIL

Les résultats de l'enquête IMAGES confirment la participation extrêmement limitée des femmes au

⁸ Pour des informations complémentaires, veuillez consulter le site : http://www.unwomen.org/-/media/headquarters/attachments/sections/library/publications/2015/prevention_framework_unwomen_nov2015.pdf



marché du travail formel ainsi que le fardeau très inéquitable du travail de soins non rémunéré assumé par les femmes. En effet, plus de trois quarts des femmes affirment qu'elles assument seules la plus grande part des tâches dans le ménage et près de 72% des hommes et 54% des femmes estiment que changer les couches des enfants, faire leur toilette et les nourrir devraient être de la responsabilité de la mère. Par ailleurs, les hommes apprécient et valorisent leur rôle de père tel qu'illustré par leur souhait d'être plus impliqués en tant que pères (environ un tiers des pères interrogés avaient pris des congés après la naissance de leur plus jeune enfant). Il est donc clair que la promotion de l'égalité exige des efforts doubles et concertés pour promouvoir à la fois la participation des femmes au marché du travail et celle des hommes aux tâches domestiques et à la prestation de soins. Dans ce sens, il est nécessaire de:

- Créer des protocoles d'inclusion des hommes dans les programmes de développement de la petite enfance et des services de santé publique.
- Plaider en faveur des congés de maternité et de paternité, ainsi que de politiques favorables à la famille et des services de soutien aux parents qui travaillent, tels que les crèches et garderies subventionnées.
- Promouvoir le renforcement de capacités des femmes en matière de leadership, leur accès à l'emploi décent, parallèlement aux actions de sensibilisation des hommes au soutien des femmes et des filles sur le lieu de travail et à leur accès aux postes de direction.
- Former les cadres supérieurs masculins ainsi que les décideurs politiques aux moyens d'encourager le leadership féminin et à la création d'espaces de travail favorables aux femmes.
- Valoriser le rôle déterminant des pères investis

dans la vie de la famille car plus les enfants profitent d'un modèle égalitaire plus ils l'appliqueront ensuite dans leur vie d'adulte.

7. MENER DES RECHERCHES APPLIQUEES SUPPLEMENTAIRES SUR LES HOMMES ET LES MASCULINITES

Les recherches/études sur les hommes et l'égalité des sexes dans la région MENA ont été relativement limitées et très peu nombreuses dans le cadre des enquêtes nationales réalisées ou en cours. Aussi, on peut suggérer de :

- Tout d'abord, comme la présente enquête a été menée dans les provinces et préfectures d'une des grandes régions du Maroc, il serait souhaitable qu'elle puisse être réalisée dans d'autres régions ou, mieux, dans l'ensemble du Maroc. Cela donnerait une image générale des relations de genre au Maroc.
- Mener des recherches pour analyser la façon dont les hommes et les garçons sont représentés dans les médias, en complément du vaste travail existant sur la représentation des femmes dans les médias, dans un but comparatif, et utiliser cette information pour dialoguer avec les producteurs de contenus médiatiques.
- Exploiter les résultats de l'enquête IMAGES et d'autres recherches en appui aux discours positifs sur l'égalité des sexes qui existent déjà au Maroc et dans la région MENA.
- Inclure des questions sur les attitudes et les pratiques des hommes en matière d'égalité des sexes dans les enquêtes à venir, représentatives au niveau national, et utiliser les données qui en résultent pour informer et appuyer les réformes de lois et les changements de politiques en faveur de la pleine égalité pour les femmes et les filles.



